

Chers amis  
Chers camarades,

J'interviens ce soir devant la préfecture à l'appel de la CGT, FO, CFDT, Solidaires, FSU, et du Syndicat des Avocats de France pour exiger l'abandon de la proposition de loi relative à la sécurité globale. Exiger bien entendu le retrait de l'article 24 qui met en cause la liberté de la presse, mais aussi de la proposition de loi dans sa totalité, car elle porte atteinte aux libertés.

En accord avec les 6 organisations syndicales, je vais reprendre quelques points importants de notre communiqué commun :

*« Avec la proposition de loi relative à la sécurité globale (écrivons-nous), un cran est franchi dans la remise en cause des libertés individuelles et collectives. Ce texte contient trop d'atteintes à la vie privée, à la liberté de la presse et au droit de manifester ».*

*Nous attirons « particulièrement l'attention sur l'article 24 qui vient installer une fracture inutile entre forces de l'ordre d'une part, et citoyens, observateurs et journalistes, d'autre part. Ces derniers ne doivent pas faire les frais des surenchères sécuritaires auxquelles nous assistons en ce moment. Nous dénonçons l'intervention des forces de l'ordre de lundi soir sur la place de la République. Cette intervention violente porte atteinte à la démocratie ».*

Camarades et chers amis,

Je tiens au nom de nos 6 organisations syndicales à condamner également le passage à tabac inadmissible dont a été victime Michel Zecler samedi dernier. Ce rassemblement est l'occasion de lui apporter tout notre soutien.

Je le disais tout à l'heure, la proposition de loi porte atteinte à la liberté de manifestation : *« L'utilisation de caméras et drones pouvant permettre, à terme, la reconnaissance faciale de personnes participant à une manifestation nous semble également un sujet trop grave pour être débattu à la va-vite ».*

Plus largement : *« ce texte suscite une opposition très large dans la société : les associations de défense des droits et des principes démocratiques, les syndicats de journalistes ou d'avocats, la Défenseure des droits, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme sans oublier le conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Des dizaines de milliers de citoyens ont déjà manifesté contre ce projet dans tout le pays ces derniers jours ».*

Sur de trop nombreux points, la proposition de loi s'oppose « aux principes républicains et s'en prend aux libertés fondamentales. La privatisation de missions de sécurité publique vers des entreprises de sécurité, les nouvelles prérogatives données aux polices municipales, constituent également des dérives inquiétantes pour la démocratie.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire mes camarades. Mais je vais en rester là. Nous ne lâcherons pas. Demain des dizaines de manifestations sont organisées pour exiger l'abandon de cette proposition de loi. Et si le gouvernement ne lâche pas, nous continuerons.

Je vais maintenant laisser la parole à la LDH au nom du SNJ et des organisations démocratiques qui soutiennent cette initiative. Il y aura ensuite lecture d'un texte d'Anouk Grinberg, choisi par la LDH... puis nous partirons en manifestation cours des 50 otages et jusqu'au miroir d'eau.